



Les 250 ans des États-Unis : comment Trump cherche à s'appropriier les Pères fondateurs

Créé le 02/07/2026 · Dernière modification le 03/07/2026 · 6 min de lecture

Date

Le 02/07/2026



Frédérique Sandretto

Chapô

Le 250e anniversaire de la Déclaration d'indépendance des États-Unis dépasse le cadre d'une simple commémoration. Survenant dans un contexte de forte polarisation politique, il suscite des débats qui illustrent la multiplication des lectures concurrentes de l'histoire. Donald Trump, comme ses opposants, cherche ainsi à

s'approprier l'héritage de 1776, avec en point de mire l'approche des cruciales élections de mi-mandat qui se tiendront en novembre prochain.

Corps du texte

Le 250e anniversaire de la Déclaration d'indépendance, célébré le 4 juillet 2026, intervient à un moment où la mémoire nationale est devenue, aux États-Unis, un enjeu politique majeur. Rarement un anniversaire national aura été autant chargé d'enjeux symboliques, politiques et mémoriels.

Le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche il y a un an et demi, la polarisation idéologique qui ne cesse de s'intensifier et les interrogations sur la signification contemporaine de 1776 transforment cette commémoration en un moment de redéfinition du récit américain. Loin d'être un simple rituel civique, l'anniversaire devient un miroir des tensions qui traversent la société et un instrument de légitimation pour les acteurs politiques.

À chacun sa vision du 4-Juillet

La [Déclaration d'indépendance](#) demeure la matrice intellectuelle du système politique américain. Adoptée le 4 juillet 1776, elle ne se limite pas à proclamer la rupture avec la Couronne britannique : elle fonde une théorie politique reposant sur les droits naturels, le consentement des gouvernés et le droit de résister à la tyrannie.

En affirmant que « tous les hommes possèdent des droits inaliénables », elle inaugure une conception nouvelle de la légitimité politique, rompant avec les fondements dynastiques et religieux de l'Ancien Monde. La [Constitution de 1787](#), la séparation des pouvoirs, le fédéralisme et la protection des libertés individuelles s'inscrivent dans cet horizon intellectuel.

Depuis deux siècles et demi, chaque génération politique relit 1776 à travers ses propres préoccupations : [Lincoln](#) l'invoque pour justifier l'abrogation de l'esclavage ; [Roosevelt](#) y voit un fondement moral dans le cadre de sa lutte contre les totalitarismes ; [Reagan](#) s'y réfère au nom de l'exceptionnalisme américain. Cette plasticité explique la centralité persistante de la Déclaration dans la culture politique des États-Unis.

C'est dans ce contexte qu'a été conçu le programme [America 250](#). Son ambition dépasse largement l'organisation de cérémonies commémoratives. Il s'agit d'une entreprise de refondation mémorielle visant à produire un récit national capable de rassembler une société fragmentée.

Bien que les festivités culminent en 2026, le projet trouve son origine dans une [loi adoptée par le Congrès le 22 juillet 2016](#) et promulguée par le président Barack Obama, créant l'United States Semiquincentennial Commission. Cette commission fédérale indépendante constitue l'organe officiel de pilotage des célébrations nationales. Elle est composée de membres désignés par le Congrès, de représentants de l'exécutif, ainsi que de personnalités issues des secteurs culturel, éducatif, patrimonial et économique. Son organisation repose sur le principe du bipartisme afin de garantir une gouvernance équilibrée et de faire de cet anniversaire un événement fédérateur dépassant les alternances politiques.

America 250 [se présente](#) comme un dispositif fédérateur, mobilisant institutions fédérales, États fédérés, écoles, universités, musées, organisations civiques et acteurs culturels. L'objectif est de faire de l'année 2026 une séquence pédagogique d'ampleur nationale, destinée à transmettre l'histoire américaine aux nouvelles générations et à réaffirmer les principes fondateurs de la République.

Cette ambition prend une dimension particulière dans un contexte où les débats sur l'esclavage, la mémoire coloniale, les discriminations ou les violences raciales occupent une place centrale dans l'espace public. America 250 se veut une réponse à la fragmentation mémorielle, un moyen de réinscrire la nation dans une continuité historique commune. Mais cette entreprise se heurte à une question fondamentale : existe-t-il encore un récit national partagé aux États-Unis ? L'initiative révèle ainsi une tension entre volonté de cohésion et pluralité des interprétations, entre pédagogie civique et instrumentalisation politique.

L'année 2026 est marquée par une multiplication d'événements sur l'ensemble du territoire. Philadelphie, lieu d'adoption de la Déclaration, constitue l'épicentre des commémorations, avec lectures publiques, conférences, rassemblements autour de l'Independence Hall et de la Liberty Bell. À Washington, le National Mall accueille concerts patriotiques, spectacles multimédias et expositions de documents historiques, dont certains rarement présentés au public. Les États fédérés organisent reconstitutions, programmes éducatifs et cérémonies civiques. L'ensemble compose une scénographie mémorielle d'une ampleur inédite, destinée à inscrire 2026 dans la longue durée des grands anniversaires nationaux.

Concurrence mémorielle

Mais cette célébration n'est pas politiquement neutre. Les célébrations interviennent quelques mois seulement avant les élections de mi-mandat du 3 novembre prochain, ce qui confère à la mémoire nationale une dimension stratégique. Donald Trump mobilise depuis plusieurs années une rhétorique centrée sur la restauration de la grandeur américaine et sur la défense des valeurs fondatrices de la République. Dans son discours, les révolutionnaires de 1776 deviennent les précurseurs d'un [combat contemporain pour la souveraineté nationale](#), la protection des frontières et la défense du peuple américain.

Trump cherche ainsi à inscrire son action dans une continuité historique prestigieuse et à renforcer sa légitimité dans un contexte électoral incertain. La gauche états-unienne, de son côté, [insiste](#) sur les promesses inachevées de la Déclaration et sur les luttes successives pour élargir les droits civiques. L'anniversaire devient ainsi le théâtre d'une concurrence mémorielle structurante.

Cette conflictualité s'inscrit dans une évolution historiographique plus large. Longtemps perçus comme des figures consensuelles, Washington, Jefferson, Madison ou Hamilton font désormais l'objet d'une relecture critique. Les historiens ont [mis en évidence](#) les contradictions entre les principes universalistes de 1776 et les réalités sociales de l'époque : esclavage, exclusion des femmes, traitement brutal des populations amérindiennes. Il ne s'agit pas d'un rejet, mais d'un changement de paradigme mémoriel : les fondateurs ne sont plus des icônes intouchables, mais des acteurs historiques complexes dont l'œuvre doit être contextualisée.

L'esprit des Pères fondateurs apparaît ainsi comme un ensemble de principes généraux — souveraineté populaire, limitation du pouvoir, gouvernement représentatif, méfiance envers la concentration de l'autorité — plutôt qu'une doctrine unifiée. Les désaccords entre Jefferson et Hamilton illustrent la diversité intellectuelle de la période. Les fondateurs deviennent des « ressources symboliques » mobilisées pour légitimer des projets politiques divergents.

Cette évolution marque le passage d'une mémoire consensuelle à une mémoire concurrentielle. Paradoxalement, cette conflictualité témoigne de la vitalité persistante de leur héritage : deux cent cinquante ans après 1776, les Américains continuent de débattre avec leurs fondateurs.

Qui contrôle le passé contrôle l'avenir

On l'aura compris : derrière les cérémonies et les festivités organisées à l'occasion du 250^e anniversaire de l'indépendance, une lutte pour le contrôle du récit national est en cours.

En réinvestissant les symboles de 1776, Donald Trump cherche à présenter son mouvement comme le prolongement contemporain de l'œuvre des Pères fondateurs. Son objectif est moins de commémorer l'histoire que de la mobiliser au service d'une vision particulière de l'avenir du pays. Les élections de mi-mandat de 2026 constitueront un premier test de l'efficacité de cette stratégie.

Cet article est publié en partenariat avec [The Conversation](#).

Voir aussi

<https://conference.sciencespo.fr/playlist/4APsVpsvRXIWM15v3srl>

Thématique

Démocratie

Licence

CC-BY-ND (Attribution, Pas de modification)

L'article sur The Conversation

<https://theconversation.com/les-250-ans-des-etats-unis-comment-trump-cherche-a-sappropriier-les-peres-fondateurs-286667>

Règles de republication

<https://theconversation.com/fr/republishing-guidelines>

Langue

Français

Le compteur de pages de The Conversation (pixel invisible) : ne pas modifier

Auteur



Frédérique Sandretto

Alumna spécialiste de relations internationales, Frédérique Sandretto est chargée d'enseignement en civilisation américaine au Collège universitaire de Sciences Po. Voir ses publications sur HAL.

